



Pour Ibrahim Sherif, un bouclier est formé autour des institutions de la république.

Sept partis politiques, dont le MRC de Maurice Kamto, avaient appelé à des « marches pacifiques » contre le régime dans tout le pays. Mais les autorités ont pris des mesures de sécurité hyper draconiennes pour empêcher ces marches qui avait pour objectif de chasser le président du pouvoir.

La marche du 22 septembre n'a pas été vraiment suivie, selon Ibrahim Sherif, le Directeur central du pôle TV à la CRTV.

A l'en croire, les villes étaient quasiment calmes le jour de la manifestation. Les populations ont suivi les recommandations du Pr Jacques Fame Ndongo et de Grégoire Owona qui ont recommandé qu'elles vaquent plutôt à leurs occupations quotidiennes. **« Maroua, Garoua, Ngaoundéré, Bertoua, Bafoussam, Buea, Bamenda, Douala et Yaoundé étaient calmes. C'était « business as usual ». D'une manière générale, les populations ont vaqué à leurs occupations. Les administrations et entreprises publiques et privées étaient ouvertes. Fonctionnement normal, ni plus, ni moins. (...) Les forces de maintien de l'ordre étaient présentes dans les principales artères des grandes villes. Ils avaient pour mission de dissuader tout acte de violence d'où qu'il vienne »,** a déclaré Ibrahim Sherif.

Le présentateur vedette du programme dominical «Actualités hebdo» fait constater qu'au lieu de porter leur attention sur la rue, les camerounais avaient gardé leurs préoccupations, qui tournent autour de la rentrée scolaire, la lutte contre le Coronavirus entre autres. **« Il ne suffit pas de faire descendre quelques dizaines de badauds à Ndokoti à Douala ou ailleurs pour faire tomber le pouvoir démocratiquement installé du président Paul Biya. N'en déplaise aux auteurs des appels à l'insurrection, les institutions de la République sont bâties sur du solide. Et cela se voit chaque jour !»**, a dit Ibrahim Chérif.

Déploiement massif des forces de sécurité

Depuis les élections de 2018 au Cameroun, jamais les grandes villes du Cameroun n'avaient connu un aussi fort déploiement de la police et de l'armée. Selon Okala Ebode, le trésorier du MRC, c'est l'une des raisons qui ont empêché les manifestations de Yaoundé. **Les gages que le régime a donné d'encadrer et de nous laisser manifester n'ont pas été respectés. Partout dans la ville de Yaoundé, on a militarisé tous les axes, les carrefours où les camarades ont essayé de se mobiliser pour converger vers la poste centrale. Les gens ont été arrêtés par anticipation et tout cela a atténué les effets et l'envie de mobilisation des camarades**
